


Une réforme peut en cacher une autre

Geplaatst op maandag 10 december 2012 | 



Communiqué de la FEF - Hasard du calendrier ou volonté de faire une diversion sur le très controversé avantprojet de décret paysage ? Encore une fois, les acteurs de l'enseignement - dont la Fédération des Etudiants Francophones - se retrouvent face à une note tombée du camion. Cette fois, c'est la réforme de la formation initiale des enseignants qui est au coeur du débat.

Les étudiants, principaux intéressés et grands oubliés

Si la réforme des études pédagogiques est inscrite dans la déclaration de politique communautaire, le ministre Marcourt semblait avoir remis le dossier au frigo dans l'attente de moyens financiers plus larges pour mettre en place ses mesures. Pourtant, voilà qu'en plein débat sur le futur décret paysage, ressort cette réforme de la formation initiale des enseignants, comme le lapin blanc du chapeau du magicien.

La Fédération des Etudiants Francophones n'a été ni consultée –pourtant les étudiants sont les premiers concernés par cette réforme-, ni informée sur l'avancement du dossier. D'où son mécontentement à la lecture de cette note, dans les pages du Soir.

Dans une enquête menée auprès de 400 étudiants d'écoles Normales, en mars 2011, la FEF avait mis en évidence que ces étudiants, principaux concernés par une réforme, redoutaient le passage de la durée des études de 3 à 5 ans. En cause : le coût engendré par ces deux années supplémentaires (frais d'inscription, matériel pédagogique, photocopies, déplacements durant les stages, logement, ...). Le danger est alors de limiter l'accès d'un public plus défavorisé.

Par ailleurs, l'allongement des études n'est pas une garantie d'amélioration de la qualité de la formation. De plus, les étudiants sondés ne trouvaient pas que la potentielle augmentation salariale, due au changement de barème, était une raison suffisante pour étudier deux années de plus.

Comme la FEF l'avait déjà souligné par le passé, le ministre Marcourt souhaite harmoniser coût que coûte les études au niveau européen, sans considération pour les principaux intéressés : les étudiants.

D'ailleurs, comment ne pas relever un autre lourd handicap de cette mesure : son coût, estimé à 500 millions d'euros au minimum. Dans le cadre actuel de financement, ce n'est pas la priorité.

L'instauration d'un test d'entrée de français, sélectif ou non, risque d'être un obstacle pour nombre d'étudiants qui n'oseraient plus suivre cette filière. Les étudiants ont besoin d'outils pédagogiques et non de sanctions. Dans sa note, Jean-Claude Marcourt parle de remédiation, mais la FEF s'inquiète du peu de moyens financiers qui y seront dévolus. C'est pourquoi la FEF dénonce ce risque de sélection déguisée.

Le ministre a plusieurs projets sur le feu. Dans chacun d'eux, nous retrouvons ce risque de sélection. Ainsi, dans l'avant-projet de décret paysage, le ministre souhaite aussi permettre aux établissements d'enseignement supérieur de refuser des inscriptions pour manque de places. La FEF refuse net l'instauration d'un tel système de sélection.

Président de la FEF

David Manuel Méndez Yépez